



Crédit photo : Yannick Monget

M  
A  
R  
S  
  
2  
0  
1  
1

### Que les grandes entreprises lèvent le doigt

Le législateur a souhaité renforcer les obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale. Ainsi, l'article 225 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national en faveur de l'environnement étend et développe les dispositions de l'article 225-102-1 du Code de commerce relatif aux informations sociales et environnementales dans les rapports de gestion.

Il est vrai que ce texte renforce une obligation d'information environnementale déjà à la charge des sociétés cotées depuis 10 ans (soit environ 700 sociétés soumises à cette obligation depuis la loi sur les Nouvelles Régulations Economiques (NRE)) en l'imposant désormais à des sociétés qui n'étaient pas concernées par un tel reporting. Reste que cet article prévoit qu'un décret en Conseil d'Etat doit en préciser les modalités de mise en œuvre en termes de périmètre, de présentation des informations et de leur vérification.

Car l'un des enjeux principaux de ce décret est de déterminer quelles entreprises seront visées par ce qui est considéré par certains syndicats patronaux comme une contrainte supplémentaire pour les entreprises. En ces périodes économiquement difficiles, il faut alléger les procédures administratives, et ne pas ajouter des mesures qui généreraient des surcoûts venant freiner la compétitivité.

L'incertitude apparaissait néanmoins ici limitée dans la mesure où, si le Sénat souhaitait que le seuil de salariés concernés soit fixé à 250, ce qui aurait visé un nombre important d'entreprises, le gouvernement a très rapidement indiqué que ce seuil serait fixé à 500 salariés.

Sans doute conscient de la contrainte que représente cette nouvelle obligation, le Gouvernement a toutefois finalement préféré l'imposer en douceur, en prévoyant d'y soumettre les entreprises dont le « *nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice* » est supérieur à 500 pas avant 2013, et celles de plus de 5.000 salariés seulement dès 2011, le seuil passant à 2.000 salariés en 2012.

Le nombre de salariés n'est cependant pas la seule condition pour être soumis à cette nouvelle obligation d'information, puisqu'un second seuil est prévu, cumulatif avec le premier : les entreprises de plus de 500 salariés doivent également réaliser un chiffre d'affaire de plus de 100 millions d'euros ; celles de plus de 1.000 salariés, un chiffre d'affaire de plus de 400 millions d'euros ; et celles de plus de 5.000 salariés, un chiffre d'affaire de plus d'un milliard d'euros.

Le Gouvernement a choisi la prudence en organisant une concertation de quinze jours qui se déroule à cette heure pour recueillir les avis des organisations concernées par ce texte, qui ne saurait pour autant être considéré comme une nouvelle reculade de la loi Grenelle. Fin du suspens très prochainement.

A noter également que le Gouvernement, alors même que ces dispositions seront à peine applicables ou appliquées, s'est imposé, dès le 1er janvier 2011, de présenter tous les trois ans au Parlement un rapport relatif à l'application de ces dispositions par les entreprises et sur les actions qu'il promet en France, en Europe et au niveau international pour encourager la responsabilité sociétale des entreprises.

Reste à savoir s'il y aura effectivement une promotion, un encouragement, ou une véritable aide aux entreprises dont certaines pourraient peiner à délivrer une information aussi complète que le gouvernement semble l'attendre.



- **Nous participons à:**

- **30 Mars 2011 : EFE** : Atelier analyser la documentation juridique et financière d'un projet. **A.FOURMON**
- **30 Mars 2011 : EFE** : matinée de l'énergie : Les certificats d'économies d'énergie. **A.GOSSEMENT**
- **31 Mars 2011 : HEC** : Les énergies renouvelables en Europe. **A.BOURLON**
- **1er Avril 2011 : Réseau TEE (Trans Europe Expert)** : Les enjeux juridiques européens. **C.HUGLO**
- **4 et 5 Avril 2011 : EFE** : Santé sécurité au travail. **MP MAITRE/ E.MERLANT**
- **6 Avril 2011 : Agence publique pour l'immobilier de la justice** : Atelier : sécuriser et optimiser vos contrats d'implantation photovoltaïque. **A.FOURMON**
- **7 Avril 2011 : MAZARS** : Risque de mise en cause de la responsabilité des entreprises en matière de droit de l'homme. **C.HUGLO**
- **5 Mai 2011 : CFPA** : Droit de l'environnement. **MP MAITRE**
- **5 Mai 2011 : Lexisnexis** : Sites et Sols pollués. **C.HUGLO/A.MOUSTARDIER**
- **16 et 17 Mai 2011 : CFPA** : Sensibilisation au droit de l'environnement. **MP MAITRE**
- **18 Mai 2011 : APRR** : Sols pollués. **MP MAITRE**
- **19 et 20 Mai 2011 : EFE** : Mettre en place une veille environnement. **MP MAITRE/ B.BERGER**







Crédit photo : Yannick Monget

M  
A  
R  
S

2  
0  
1  
1

## **Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité**

📖 Cabinet Huglo Lepage, La Faute sur Mer : derniers jours avant démolition, plaintes boules de neige, Libération 25 Février 2011.

📖 A.Gossement, le littoral, la montagne, et... Les éoliennes, Le Journal de l'éolien, Hors Série Février 2011

📖 M.P. Maître, la transposition de la directive cadre déchet en droit français : quelles évolutions? Environnement & Technique Mars 2011

📖 A.Gossement, biogaz, nouvelle priorité du gouvernement? [www.greenunivers.com](http://www.greenunivers.com) 3 Mars 2011.

📖 C.Huglo, quoi de neuf sur la gouvernance? Environnement et Développement Durable, Mars 2011.

📖 A.Gossement, la complexité, frein au développement des énergies renouvelables? Environnement et Développement Durable Mars 2011.

📖 F.Braud, Figeac. « Seul recours : les dédommager. » La Dépêche du Midi 7 Mars 2011.

📖 F.Braud, Aiguille : doit-on tout sacrifier à l'économie? La Semaine du Lot N°760 7 Mars 2011.

📖 F.Braud, Gaz de schiste et gaz figeacois. La Vie Quercynoise 7 Mars 2011.

📖 F.Braud, Projet d'extension de la zone de l'Aiguille, les riverains montent au créneau. La Vie Quercynoise 7 Mars 2011.

📖 A.Gossement, le gigantesque four du solaire, Libération 7 Mars 2011.

📖 M.P. Maître, une entreprise de sape contre l'écologie, Libération 8 Mars 2011

HUGLO  
LEPAGE  
ASSOCIÉS  
CONSEIL

📖 A.Gossement, moratoire photovoltaïque : par ici la sortie? Énergie2007.fr, 8 Mars 2011

📖 M.P. Maître, la ténacité m'a permis de gravir les échelons. Supply Chain Magazine, 8 Mars 2011.

📖 A.Gossement, Photovoltaïque : tout reste à faire ! Le Moniteur 8 Mars 2011





Crédit photo : Yannick Monget

## **Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité**

M  
A  
R  
S

2  
0  
1  
1

📖 C.Huglo, la question prioritaire de constitutionnalité et le praticien. Les cahiers de l'Association Française des Auditeurs de l'Académie Internationale de Droit Constitutionnel. Politeia. N°17.

📖 A.Gossement, la concertation sur le photovoltaïque n'a servi à rien, 20 minutes 8 Mars 2011.

📖 C.Lepage, le prix de l'électricité doit-il monter? La Tribune 9 Mars 2011.

📖 A.Gossement, solaire : décrypter le nouveau dispositif tarifaire, Enerpress News, 11 Mars 2011.

📖 C.Huglo, gaz de schiste en France, un grenelle à l'envers? La Tribune 15 Mars 2011.

📖 A.Gossement, Le nucléaire et le droit de l'environnement : une place à part, 18 Mars 2011.

📖 C.lepage, nucléaire : le secret défense renforce l'opacité complète de la filière française. <http://actu-environnement.com> . 21 Mars 2011.

📖 A.Gossement, le code de l'énergie est dans les tuyaux, Energie plus, 21 Mars 2011.

📖 A.Gossement, quel soutien apporter collectivement aux associations d'environnement? <http://ouvertures.net>. 24 Mars 2011.

📖 A.Gossement, solaire : le nouveau cadre juridique attendra 2012, Systèmes solaires, Mars 2011.

📖 C.Lepage, radioactivité, Corinne Lepage demande plus de transparence, <http://www.enviro2b.com> 29 Mars 2011.

